



ARRETE N° ARI_2024_132

Vu la demande reçue le 13 février 2024, par laquelle l'entreprise RIEU (demeurant – 1783, avenue John Fitzgerald Kennedy – 84200 CARPENTRAS) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus,

Vu la situation des lieux,

Considérant que des travaux d'entretien du patrimoine arboré sur l'ensemble des voies communales et communautaires en et hors agglomération et des zones d'activités intercommunales de la ville de Bollène nécessitent que l'entreprise RIEU prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION :

ARTICLE 1 – La circulation sera temporairement réglementée sur l'ensemble des voies communales et communautaires en et hors agglomération et des zones d'activités intercommunales dans les conditions définies ci-après et selon les nécessités de chantier.

Cette réglementation sera applicable du 4 mars au 31 décembre 2024.

ARTICLE 2 – La zone où s'effectueront les travaux ne pourra pas être barrée à la circulation qui sera réglementée de la façon suivante :

Prescriptions de circulation et de signalisation :

- Travaux sur trottoir, circulation des piétons : fiches n°3-01, n° 3-02 si nécessaire déviation piétons fiche n°3-04,
- léger empiètement : fiche n° 4.02,
- circulation alternée par panneaux B15 - C18 : fiche n° 4.04,
- circulation alternée manuellement par piquets K10 : fiche n° 4.05,
- circulation alternée par feux de chantier type KR11j : fiche n° 4.06,
- chantier mobile : fiche n° 5.02,



ARRETE N° ARI_2024_132

- chantier mobile par bords successifs : fiche n° 5.03,
- vitesse limitée à 30 km/h.

Dans le cas d'une réglementation autre que ces précédentes FICHES, l'entreprise devra impérativement mettre en place une réglementation adaptée et conforme aux manuels de chantier voirie urbaine (guide CERTU) et/ou extra urbaine (guide SETRA).

Observations :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par l'entreprise selon les prescriptions fournies par les services de la commune.

Cette autorisation ne sera pas utilisable pour les travaux nécessitant :

- une fermeture ou une déviation de la circulation,
- une intervention sur une route départementale en agglomération.

Ces conditions de circulation devront faire l'objet d'un arrêté temporaire adapté à la configuration des lieux. Une demande d'autorisation de circulation devra être adressée 15 jours avant l'intervention par mail à : secretariat.st@ville-bollene.fr.

L'intervention ne pourra excéder 72 h en continu. Si l'intervention dépasse ce délai, l'entreprise devra faire une demande d'arrêt.

Une information aux riverains sera mise en place 48 heures à l'avance par une signalisation réglementaire et adaptée à la configuration des lieux.

En cas de travaux nécessitant une permission de voirie, l'entreprise devra en faire la demande.

Entretien de la voirie :

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords.

Signalisation :

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des contraintes des interventions et selon le manuel de chantier.



ARRETE N° ARI_2024_132

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

Pour une bonne lecture de la signalisation de chantier quand cela sera nécessaire et pour éviter toute confusion, il conviendra de masquer la signalisation existante.

Les matériaux utilisés pour le masquage seront mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

La signalisation sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité.

ARTICLE 3 – Le balisage et la protection du chantier seront correctement réalisés et entièrement à la charge du pétitionnaire.

Un balisage de protection sera également mis en place, si nécessaire, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes.

Les véhicules servant au chantier ne pourront en aucun cas faire obstruction à la circulation sur la chaussée.

ARTICLE 4 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

En cas d'intervention, le pétitionnaire devra prévenir le service Voirie au tél : 04-90-40-51-40 ou par mail à secretariat.st@ville-bollene.fr.

ARTICLE 5 – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2024_132

ARTICLE 7 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

ARTICLE 9 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 – Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

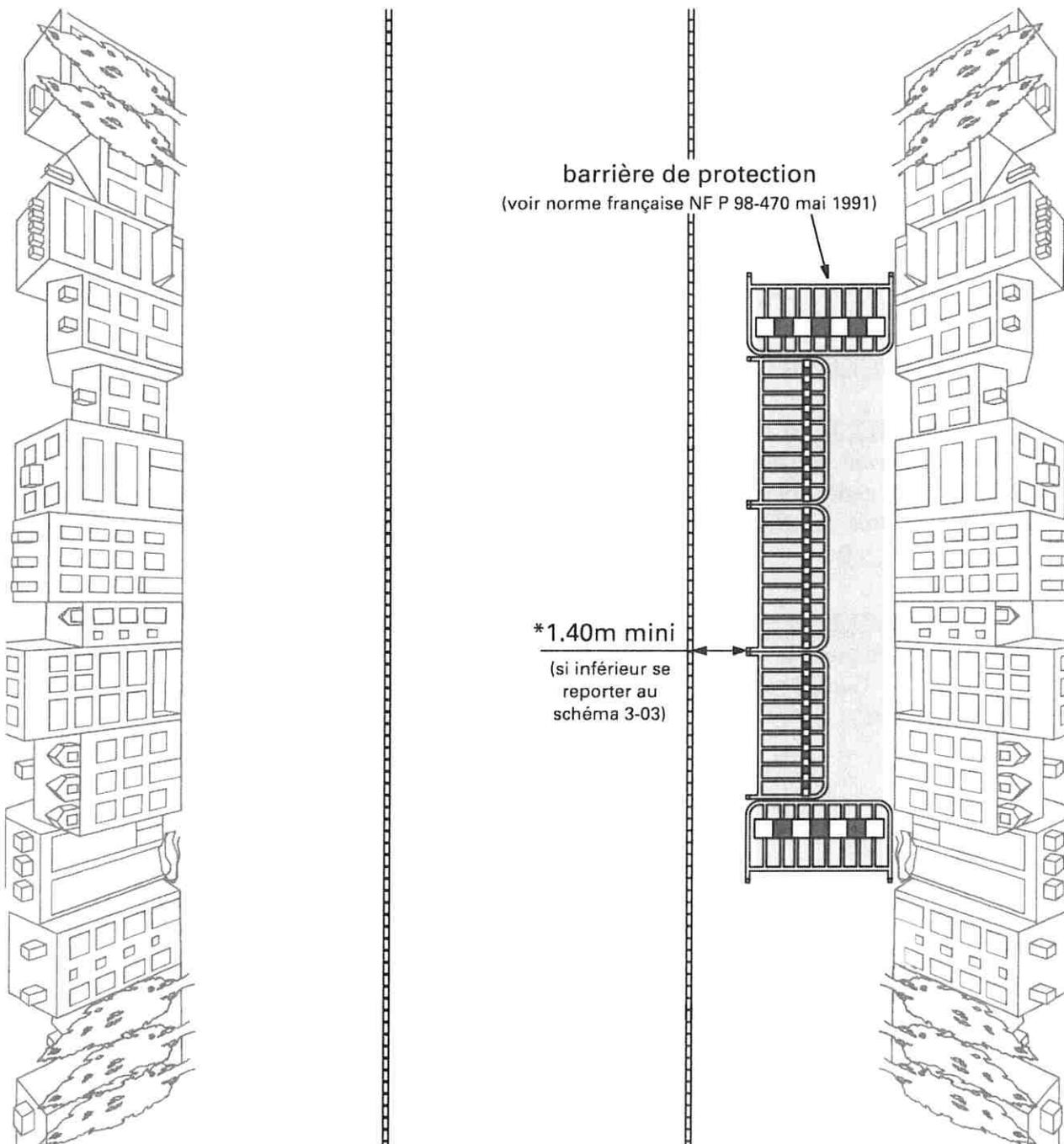
Bollène, le 26 FEV 2024



André VIGLI

Premier Adjoint au Maire

Circulation des piétons
entre le bord de la chaussée
et la zone de travaux



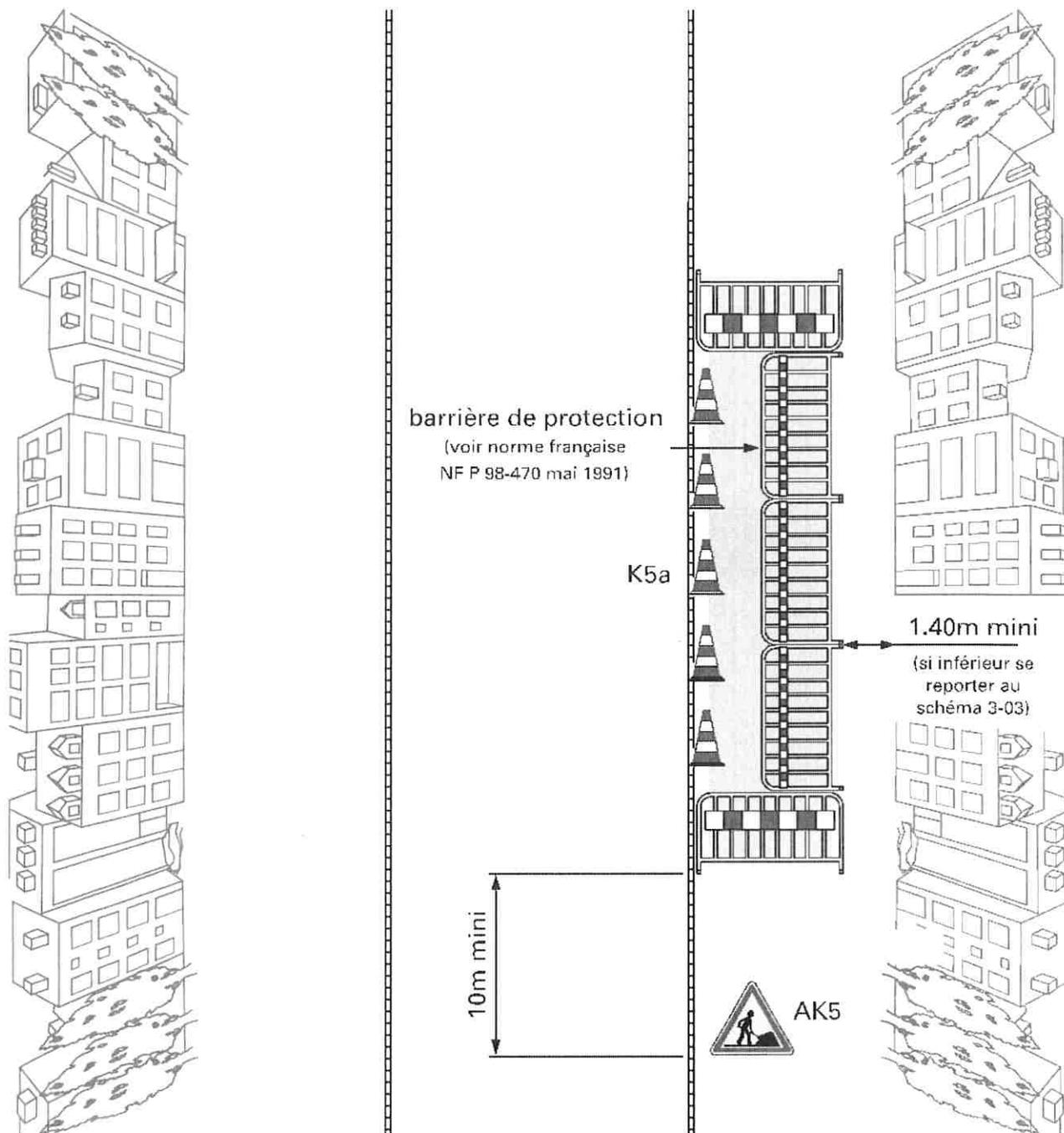
Remarques :

1. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
2. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie.
3. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barriérage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.

* Les références réglementaires sur l'accessibilité de la voirie aux personnes handicapées sont :

- décret n° 99-756 du 31 août 1999, arrêté du 31 août 1999, circulaire du 23 juin 2000;
- la largeur de 1,40 m peut être réduite à 1,20 m si aucun mur des 2 côtés.

Circulation des piétons
entre les bâtiments
et la zone de travaux



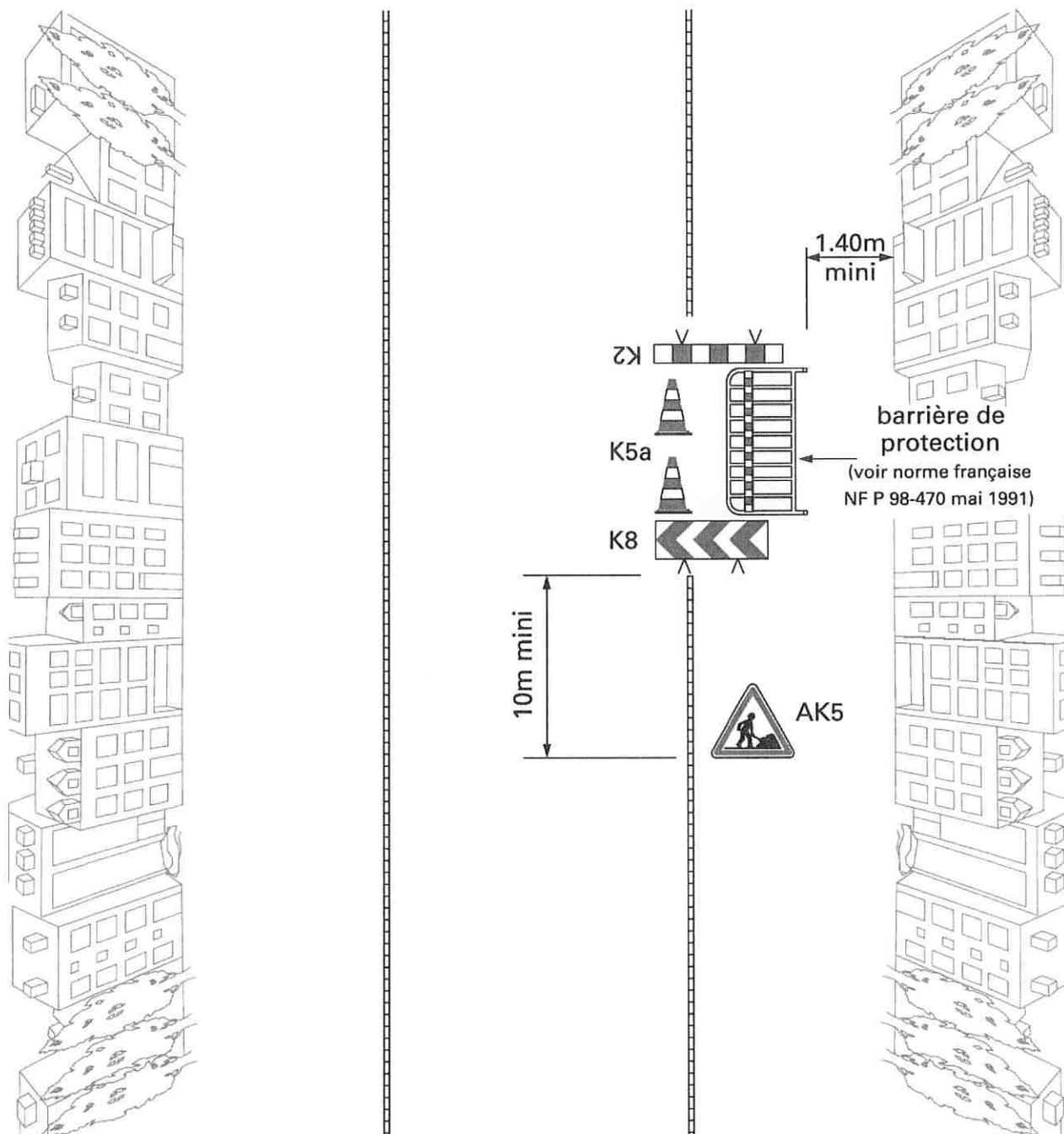
Remarques :

1. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
2. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie.
Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
3. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barriérage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès.
Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.

Chantier fixe



Travaux empiétant sur la chaussée
Largeur laissée libre à la circulation $\geq 5,50$ m

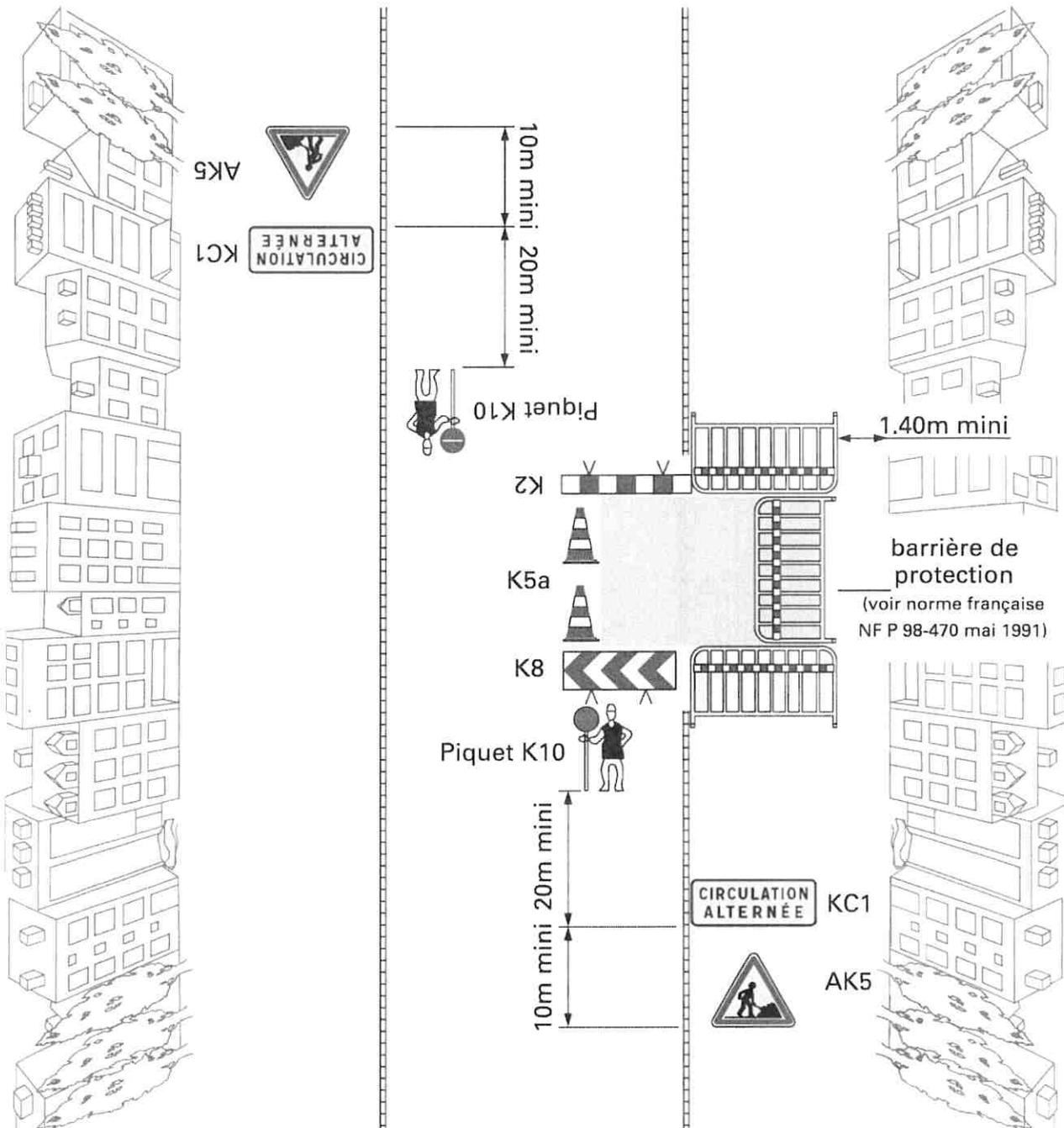


Remarques :

1. Dans le cas d'un trafic PL important dans les 2 sens, maintenir une largeur laissée libre à la circulation à 6,20 m.
2. Si la rue est à sens unique, avec deux voies de circulation, il est souhaitable que la signalisation soit rappelée sur le côté gauche.
3. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
4. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie. Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
5. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barriérage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.

Alternat par piquets K 10

Largeur laissée libre à la circulation : $2,75\text{ m} < L < 4,50\text{ m}$
n'autorisant qu'une voie de circulation



Remarques :

1. Ce système ne peut être utilisé que de jour. De nuit, il faut mettre en place des panneaux B15 + C18 (cf. schéma 4-04) ou des feux (cf. schéma 4-06).
2. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
3. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie. Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
4. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barriérage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.

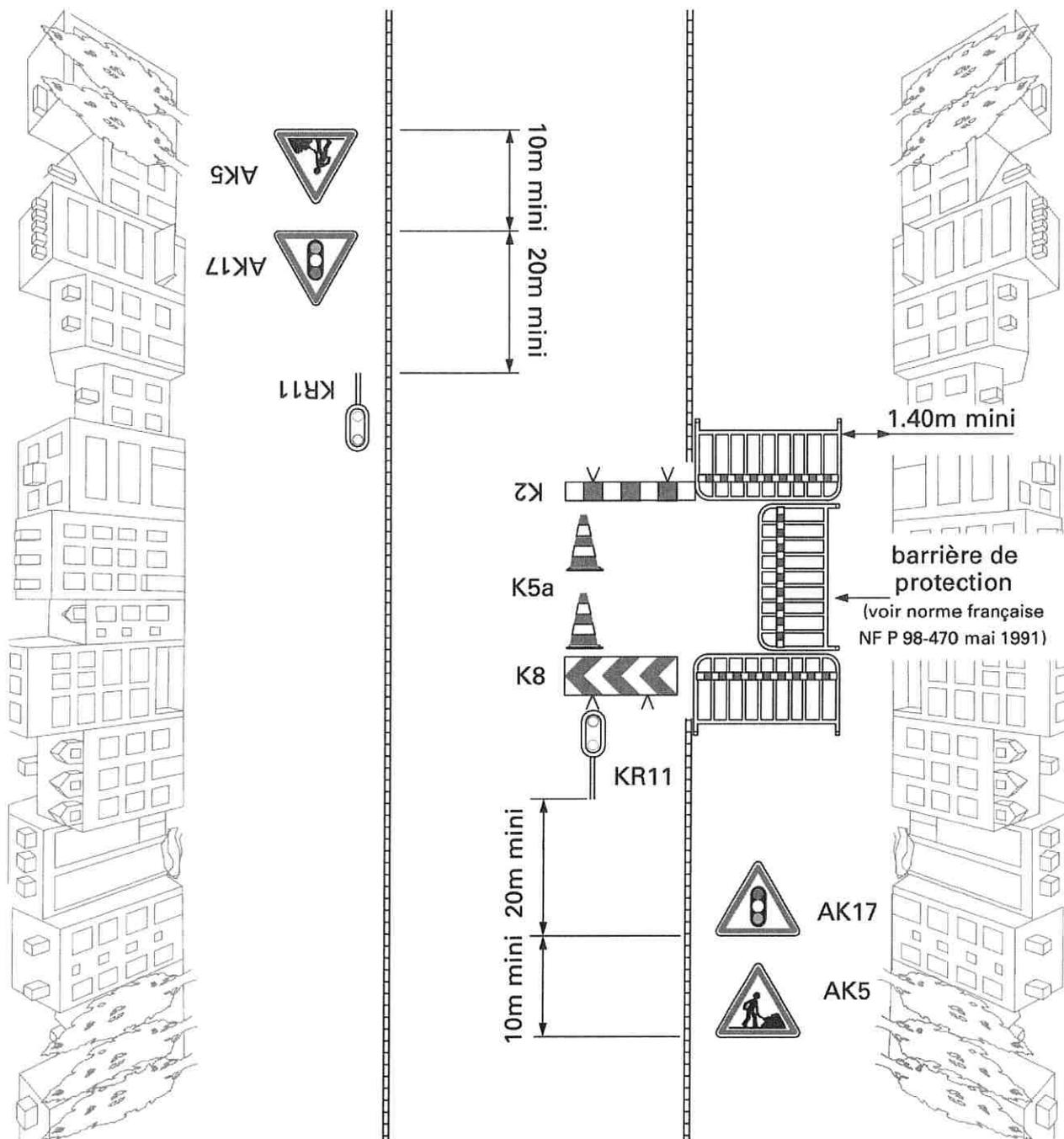
Chantier fixe



Alternat par feux

Largeur laissée libre à la circulation : $2,75\text{ m} < L < 4,50\text{ m}$

n'autorisant qu'une voie de circulation

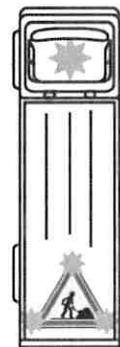
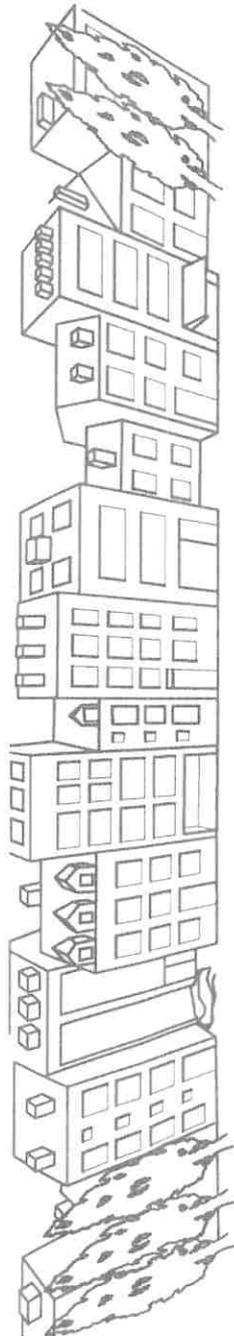


Remarques :

1. Pour un chantier de longue durée : dévier un sens de circulation si possible.
2. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
3. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie. Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
4. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barriérage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.

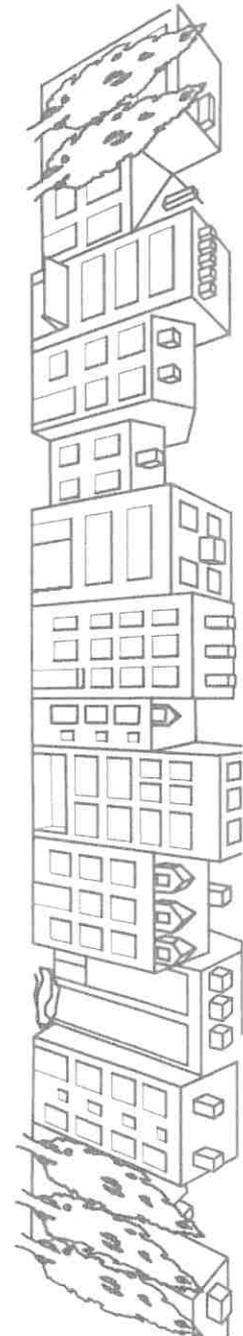
Travaux avec un véhicule seul
le long de la chaussée
Signalisation portée par véhicule

Progression continue
ou par bonds successifs



feu spécial

AK5
+ 3 feux R2



Remarques :

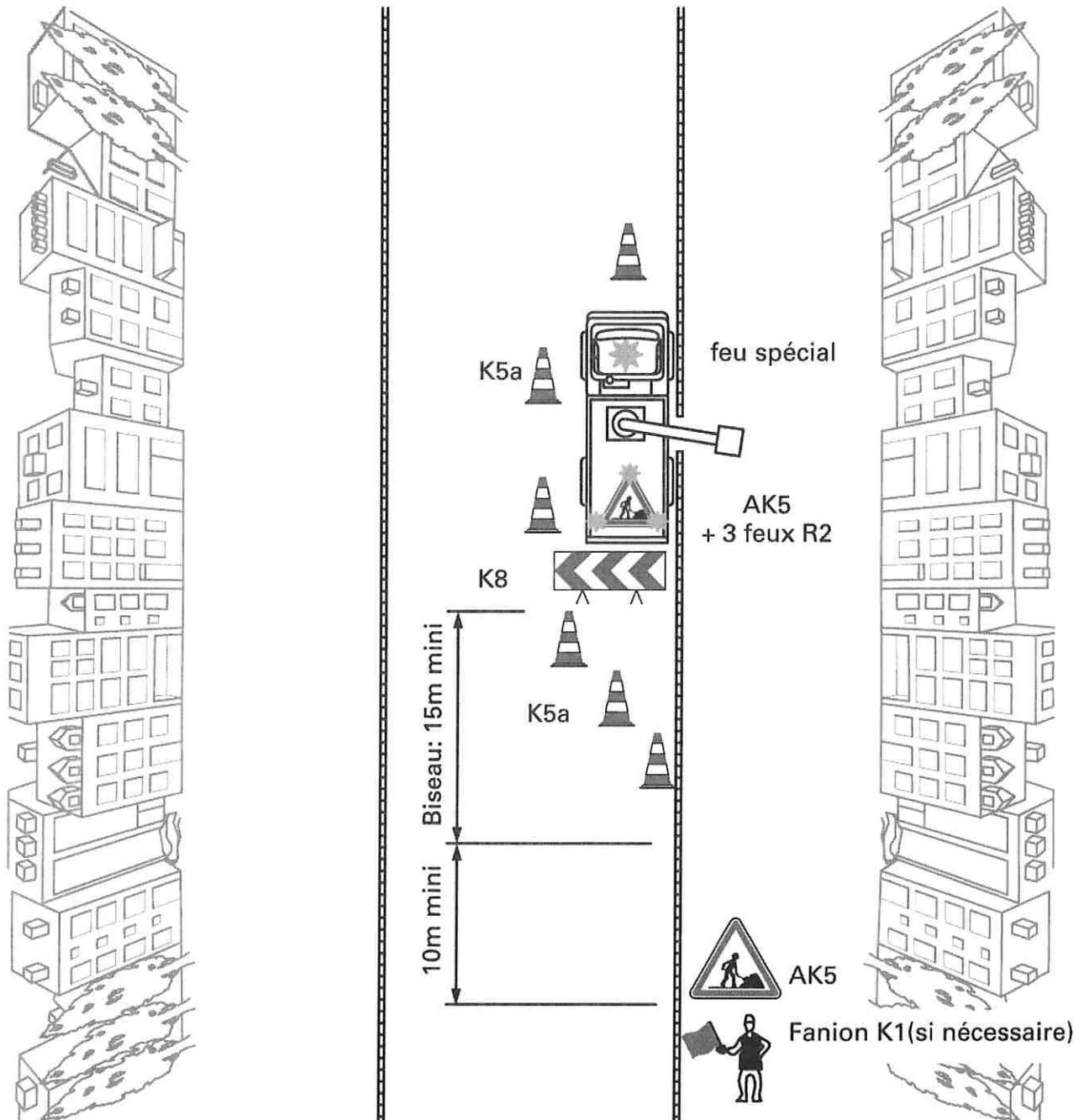
En ce qui concerne les véhicules de voirie à progression lente désignés dans le paragraphe IV.3 de l'annexe à l'arrêté du 4 juillet 1972, le panneau AK5 peut être remplacé par des rampes lumineuses. Ces véhicules sont les arroseuses, les balayeuses et les bennes à ordures ménagères.

Chantier mobile



Travaux avec un véhicule seul
le long de la chaussée
et agents travaillant autour du véhicule
Signalisation portée par véhicule

Par bords successifs



Remarques:

1. La signalisation de position peut être jugée insuffisante notamment pour des raisons liées au chantier ou au tracé de la voirie. Dans ce cas, on peut signaler le chantier par un panneau AK5 ou par un fanion K1 porté par un agent.
2. Si la largeur laissée libre à la circulation ne permet pas le passage des deux sens de circulation, mettre en place un alternat. Cet alternat peut être réalisé par panneaux B15 + C18 si la longueur du couloir de circulation est ≤ 20 m. Dans ce cas, la signalisation d'approche est obligatoirement assurée par un panneau AK5.
3. Dans le cas d'un chantier de très courte durée, le panneau K8 peut être remplacé par des balises K5a.